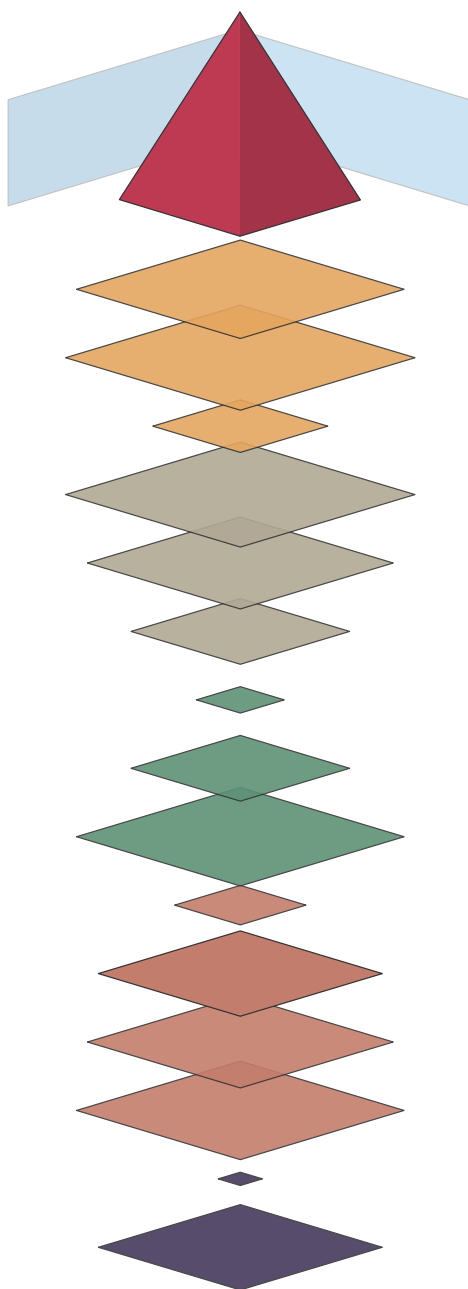




# NIGER



5,70

## SCORE DE CRIMINALITÉ

65<sup>e</sup> sur 193 pays

18<sup>e</sup> sur 54 pays africains

6<sup>e</sup> sur 15 pays d'Afrique de l'Ouest



### MARCHÉS CRIMINELS

**5,70**

TRAITE DES PERSONNES **7,50**

TRAFIC D'ÊTRES HUMAINS **8,00**

RACKET D'EXTORSION ET  
CHANTAGE À LA PROTECTION **4,00**

TRAFIC D'ARMES **8,00**

COMMERCE DE PRODUITS DE CONTREFAÇON **7,00**

COMMERCE ILLICITE DE BIENS  
DE CONSOMMATION SOUMIS À ACCISE **5,00**

CRIMINALITÉ LIÉE À LA FLORE **2,00**

CRIMINALITÉ LIÉE À LA FAUNE **5,00**

CRIMINALITÉ LIÉE AUX RESSOURCES  
NON RENOUVELABLES **7,50**

COMMERCE D'HÉROÏNE **3,00**

COMMERCE DE COCAÏNE **6,50**

COMMERCE DE CANNABIS **7,00**

COMMERCE DE DROGUES DE SYNTHÈSE **7,50**

CRIMINALITÉ CYBERDÉPENDANTE **1,00**

CRIMINALITÉ FINANCIÈRE **6,50**



### ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

**5,70**

GROUPES DE TYPE MAFIEUX **4,00**

RÉSEAUX CRIMINELS **7,50**

ACTEURS INTÉGRÉS À L'ÉTAT **8,50**

ACTEURS ÉTRANGERS **5,50**

ACTEURS DU SECTEUR PRIVÉ **3,00**



3,46

## SCORE DE RÉSILIENCE



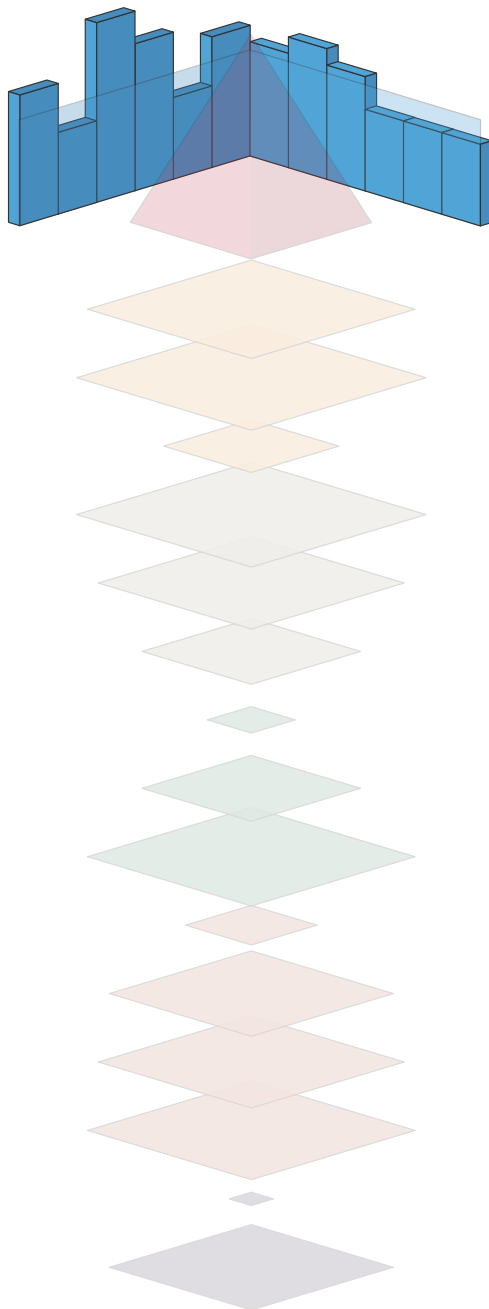
Financé par  
le gouvernement  
des États-Unis.



Funded by  
the European Union

Le programme ENACT est financé par l'Union européenne et mis en œuvre par l'Institut d'études de sécurité et INTERPOL, en collaboration avec Global Initiative Against Transnational Organized Crime.

 **NIGER**



**3,46**  
**SCORE DE RÉSILIENCE**

147<sup>e</sup> sur 193 pays  
30<sup>e</sup> sur 54 pays africains  
10<sup>e</sup> sur 15 pays d'Afrique de l'Ouest

LEADERSHIP POLITIQUE ET GOUVERNANCE	4,00
TRANSPARENCE ET RESPONSABILITÉ DES GOUVERNEMENTS	2,50
COOPÉRATION INTERNATIONALE	5,50
POLITIQUES ET LÉGISLATIONS NATIONALES	4,50
SYSTÈME JUDICIAIRE ET DÉTENTION	2,50
FORCES DE L'ORDRE	4,00
INTÉGRITÉ TERRITORIALE	3,50
LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT	4,00
CAPACITÉ DE RÉGLEMENTATION ÉCONOMIQUE	3,50
SOUTIEN AUX VICTIMES ET AUX TÉMOINS	2,50
PREVENCIÓN	2,50
ACTEURS NON ÉTATIQUES	2,50

**5,70**  
**SCORE DE CRIMINALITÉ**

MARCHÉS CRIMINELS	5,70
ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ	5,70



Financé par  
le gouvernement  
des États-Unis.



Le programme ENACT est financé par l'Union européenne et mis en œuvre par l'Institut d'études de sécurité et INTERPOL, en collaboration avec Global Initiative Against Transnational Organized Crime.

# CRIMINALITÉ

## MARCHÉS CRIMINELS

### PERSONNES

Le Niger est un pays d'origine, de transit et de destination pour les victimes de la traite des personnes. La majorité des victimes identifiées sont des femmes et des filles, locales et étrangères, ces dernières étant principalement des ressortissantes nigériennes. L'exploitation sexuelle est la motivation la plus courante à l'origine de ce crime. La traite à des fins d'exploitation sexuelle est courante près de la frontière avec le Nigéria et le long de la principale autoroute est-ouest, principalement entre les villes de Birni-N'Konni et Zinder. D'autres réseaux, basés à Zinder et Maradi, sont spécialisés dans la traite des femmes et des enfants à des fins d'exploitation par le travail, principalement sous la forme de mendicité forcée ou de travaux agricoles et domestiques. Dans certaines régions, notamment dans le nord, les pratiques traditionnelles associées à la servitude persistent. Les migrants qui traversent le Niger à crédit peuvent être vulnérables à la traite, car certains trafiquants utilisent les frais de transport non payés comme une forme de servitude pour dettes, contraignant les migrants qui ne sont pas en mesure de payer au travail forcé ou au commerce du sexe. Cependant, l'exploitation a généralement lieu une fois que les migrants ont atteint la Libye. La présence de mines d'or artisanales dans des zones reculées contribue également au risque de traite des personnes, car certains mineurs d'or sont contraints ou induits en erreur pour être exploités par le travail.

Le Niger est un carrefour important pour la migration transsaharienne. Les trafiquants d'êtres humains (appelés localement passeurs) opèrent avec différents niveaux d'organisation, allant de réseaux très sophistiqués à des transporteurs individuels, en fonction de l'itinéraire et du type de service de trafic proposé. Cependant, la plupart des passeurs travaillent avec des coxieurs, des intermédiaires qui mettent les migrants en contact avec les passeurs. Ces réseaux facilitent généralement les mouvements vers le nord, vers des destinations telles que la Libye et l'Algérie, d'où certains migrants tentent de rejoindre l'Europe. Bien que la ville d'Agadez ait autrefois servi de plaque tournante pour les départs vers la Libye, l'application de la loi de 2015 interdisant le trafic d'êtres humains au Niger a entraîné une réduction drastique des activités de trafic d'êtres humains à Agadez. Au lieu de cela, le trafic d'êtres humains se déroule de plus en plus sur des itinéraires clandestins plus éloignés à l'est d'Agadez, qui impliquent des risques et des coûts plus élevés à la fois pour les passeurs et les migrants. La ville de Tahoua a également gagné en importance en tant que centre de transit vers l'Algérie, devenue plus populaire par rapport à la Libye, et a été moins ciblée par les efforts de lutte contre le trafic qu'Agadez. Depuis la

criminalisation de leurs activités, de nombreux passeurs dans le nord du Niger assurent également le transport de Nigériens se rendant en Libye dans le cadre de schémas migratoires circulaires de longue date, ainsi que le transport et le commerce desservant les zones d'extraction de l'or.

Au Niger, les activités illicites telles que les enlèvements contre rançon, l'extorsion et le chantage à la protection ont été identifiés comme des sources de financement du terrorisme. Ces activités sont menées par des groupes extrémistes violents, principalement dans la zone transfrontalière avec le Mali et le Burkina Faso et dans la région de Tillabéri.

### COMMERCE

Le trafic d'armes constitue une menace importante pour la stabilité et la sécurité du Niger. Alors qu'il a toujours été un pays de transit pour les armes destinées aux zones de conflit de la région, la détérioration de la situation sécuritaire au Niger a entraîné une augmentation de la demande intérieure en armes à feu, en particulier d'armes légères et de munitions. Le vaste territoire désertique du pays et l'absence du contrôle de l'État sur les zones frontalières compliquent la tâche des autorités pour lutter efficacement contre l'insécurité transfrontalière. Les armes qui circulent sur le marché illicite au Niger proviennent de diverses sources, notamment des munitions restantes des anciens conflits armés internes, des détournements des stocks nationaux et de la contrebande en provenance des pays voisins tels que le Tchad, la Libye, le Mali et le Nigéria. Les activités des négociants en armes et des intermédiaires ne sont pas spécifiquement réglementées par la loi, ce qui contribue à la prolifération des armes dans le pays. Le trafic d'armes au Niger est étroitement lié à d'autres activités illicites, telles que le trafic de drogue, et n'est pas uniquement le fait des groupes extrémistes violents ou des milices.

Les produits de contrefaçon posent un problème important, les produits pharmaceutiques étant les plus couramment commercialisés. Le Niger dépend fortement des médicaments importés, ce qui rend difficile la surveillance et le contrôle efficaces de l'afflux de produits contrefaits. Le commerce illicite de biens de consommation soumis à accise, en particulier les produits du tabac de contrebande, est également répandu dans le pays.

### ENVIRONNEMENT

Le Niger a un couvert forestier minimal et l'exploitation forestière non réglementée est depuis longtemps un problème en raison de l'utilisation généralisée des ressources traditionnelles de biomasse. Le bois et le charbon de bois sont les principaux combustibles de cuisson utilisés dans

presque tous les ménages du pays. Cependant, l'exploitation forestière non réglementée n'est pas associée à des groupes criminels organisés.

En ce qui concerne la criminalité liée à la faune, les braconniers locaux, en particulier les gangs nigériens, ciblent le parc national du W au Niger pendant la saison sèche pour chasser l'ivoire, les peaux de grands félins et la viande de brousse. Depuis plusieurs années, il n'y a plus de gardes forestiers traditionnels dans le parc, ce qui constitue une menace potentielle pour la population de girafes d'Afrique de l'Ouest. Des efforts ont été faits pour stopper le déclin de la population de girafes dans la réserve de girafes de Kouré, mais un manque de financement pour la protection et la conservation fait craindre une résurgence potentielle du braconnage. Le Niger sert également de pays de transit pour le trafic d'animaux, les contrebandiers transportant des perroquets gris d'Afrique et des chimpanzés d'Afrique centrale vers la Libye en passant par le Niger.

Les activités illicites liées aux ressources non renouvelables, en particulier celles liées à l'exploitation de l'or, continuent de poser des problèmes importants au Niger. Dans le nord du Niger, la majeure partie de l'extraction d'or est du ressort de l'extraction minière artisanale et à petite échelle d'or (ASGM), et reste de nature informelle. Tout en constituant un moyen de subsistance essentiel pour de nombreux mineurs nigériens et étrangers, dans un contexte où les activités économiques alternatives sont rares, l'ASGM comporte également des risques importants pour les personnes impliquées, notamment des risques de trafic et d'exploitation de la main-d'œuvre. Le banditisme armé visant les convois d'or a également augmenté ces dernières années.

## DROGUES

Bien qu'il ne soit pas un grand pays de consommation ni de production, le Niger est connu pour être un point de transit pour les flux d'héroïne vers le nord. Le Niger est également un point de transit pour les flux de cocaïne en direction de l'Algérie et de la Libye, qui vont ensuite vers les marchés d'Europe et du Moyen-Orient. Les principaux itinéraires de trafic du Mali passent par le Niger, les groupes armés non étatiques maliens étant fortement impliqués dans ce commerce, en particulier le long de l'itinéraire du Mali vers la Libye via le Niger. Le trafic de cocaïne via le Niger a également alimenté une hausse constante de la consommation dans le pays, le crack augmentant dans les zones urbaines depuis 2020.

Le Niger joue un rôle important en tant que point de transit pour la résine de cannabis, en particulier le long de l'itinéraire ouest-est du trafic de kif marocain. Le pays sert de passage aux convois de kif du Mali vers la Libye, ce qui en fait un élément essentiel de ce commerce.

Le commerce illicite et la consommation locale d'opioïdes de synthèse, en particulier le Tramadol, sont devenus un problème considérable au Niger ces dernières années. La faible surveillance de l'industrie pharmaceutique dans le pays et la facilité avec laquelle il est possible d'importer du Tramadol de l'Inde et de la Chine vers le Nigeria voisin ont fait du Niger un point de transit crucial pour les trafiquants. La demande pour cette drogue dans l'ensemble de la région alimente le trafic, les contrebandiers capitalisant sur le prix plus élevé de la drogue en Libye par rapport au Niger. La consommation de Tramadol est également alimentée par les difficultés rencontrées par la population nigérienne en matière d'accès aux soins de santé et de gestion appropriée de la douleur. Elle est répandue parmi les groupes qui effectuent des travaux physiques pénibles, tels que les travailleurs agricoles et les mineurs d'or.

## CRIMINALITÉ CYBERDÉPENDANTE

Ces dernières années, il n'y a pas eu d'incidents significatifs de criminalité cyberdépendante liés à des groupes criminels organisés.

## CRIMINALITÉ FINANCIÈRE

La criminalité financière et la corruption sont des préoccupations majeures au Niger. Ces dernières années, des milliards de francs CFA de fonds publics ont été détournés par le biais de marchés publics de défense manipulés. Les pratiques frauduleuses, notamment les faux bons de livraison, les commandes inappropriées et les contrats portant sur des services inexistantes ou non exécutés, ont été les principales méthodes utilisées pour faciliter la criminalité financière. Des affaires de détournement de fonds très médiatisées, impliquant principalement des entreprises publiques, ont conduit à l'emprisonnement d'agents publics et même de ministres.

## ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

Des fonctionnaires à différents niveaux sont soupçonnés d'être impliqués de manière significative dans le trafic de drogue et d'autres formes de criminalité organisée. Il s'agit de fonctionnaires allant de membres des conseils municipaux aux membres du Parlement. Bien que des fonctionnaires de haut niveau soient impliqués, l'étendue de leur participation reste incertaine. Le gouvernement, tant au niveau national que local, entretient des liens étroits avec les groupes criminels organisés afin de minimiser la violence. Il s'agit souvent d'accords informels et tacites visant à maintenir un environnement sûr pour les activités économiques quotidiennes. Bien que les unités militaires nigériennes soient au courant des opérations des groupes criminels, elles évitent la confrontation directe avec des bandits lourdement armés, peut-être en raison d'un équipement insuffisant et de l'isolement des postes.

Actuellement, il n'y a pas de preuves substantielles que de grands groupes de type mafieux opèrent au Niger. En revanche, il existe des réseaux criminels plus petits qui se livrent à des activités illicites, notamment la contrebande et le trafic de stupéfiants. Ces groupes facilitent le commerce transfrontalier, y compris la contrebande d'armes, de drogues, de carburant, de véhicules et d'êtres humains. Les opérations de contrebande se déroulent principalement dans le désert du Sahara, souvent au moyen de caravanes de camions.

La criminalisation du trafic d'êtres humains a fait basculer dans la clandestinité ce qui était autrefois un moyen de subsistance licite et crucial, encourageant les passeurs à emprunter des itinéraires de contournement plus éloignés et plus risqués. Le banditisme armé a augmenté dans le pays, en particulier dans les régions du sud-ouest et du nord.

Les acteurs criminels étrangers contribuent de manière significative aux activités illicites au Niger, en particulier dans les commerces de la drogue et de la contrebande. Des cartels latino-américains et asiatiques, ainsi que des groupes de type mafieux de la diaspora africaine et du Maghreb, sont impliqués dans l'économie de la drogue. Des ressortissants étrangers sont également impliqués dans le trafic d'êtres humains. En ce qui concerne la contrebande

d'or, des acteurs étrangers ayant des relations au Soudan et à Dubaï accroissent leur influence, faisant du Niger une plaque tournante importante pour la contrebande d'or illicite. Les réseaux de trafic nigériens jouent également un rôle important dans le trafic d'armes dans le pays, en particulier dans le transport d'armes provenant du nord du Mali et transitant ensuite par le Niger et le Bénin. Les groupes armés non étatiques maliens exercent un contrôle important sur les itinéraires de contrebande entre le Mali et le Niger et entretiennent des liens avec des personnalités politiques influentes au Niger. Les groupes armés tchadiens sont également de plus en plus impliqués dans les activités criminelles, en particulier dans le nord du Niger et dans le triangle Tchad-Niger-Libye. Le Niger est également confronté à des menaces sécuritaires de la part de groupes extrémistes violents, notamment l'Etat islamique au Sahel et le JNIM, ainsi que de groupes basés au Nigéria tels que Boko Haram. Dans le secteur privé, il y a eu des cas d'entreprises locales dans différents domaines qui se seraient livrées à des activités illicites, en particulier la fraude, la falsification et le blanchiment d'argent, mais la fréquence de ces cas semble être rare. La corruption dans l'économie est un sujet de préoccupation, mais elle ne fait pas l'objet d'enquêtes approfondies à l'heure actuelle.

# RÉSILIENCE

## LEADERSHIP ET GOUVERNANCE

Le gouvernement du Niger a fait quelques tentatives pour lutter contre la criminalité organisée, bien que son efficacité dans la pratique soit limitée. Son objectif principal est de lutter contre l'extrémisme violent et la migration irrégulière, sous la pression des partenaires internationaux. Si le Niger n'est plus la plaque tournante régionale de la migration irrégulière qu'il était autrefois, grâce à la mise en œuvre de mesures plus strictes introduites par le gouvernement sur les routes migratoires et à l'application effective, sous la pression de l'UE, d'une loi de 2015 sur le trafic illégal de migrants, les dynamiques du trafic d'êtres humains restent une composante importante des économies illicites dans le pays, car elles continuent à s'adapter et à répondre à la demande en matière de mobilité.

Malgré le léger renforcement de la gouvernance qui a été observé, l'élite politique et l'appareil de sécurité du Niger sont régulièrement soupçonnés d'être impliqués dans l'économie illicite et les préoccupations concernant les droits politiques et les libertés civiles n'ont pas été prises en compte par le gouvernement. La corruption transactionnelle est répandue au sein des institutions de l'État et des forces de l'ordre, bien qu'il soit difficile d'obtenir des preuves solides

de l'implication de l'État dans la criminalité organisée. Les agences de lutte contre la corruption ont été critiquées pour leur manque d'indépendance et leur dépendance financière à l'égard du pouvoir exécutif. Souvent, le gouvernement ne donne pas suite à leurs recommandations ou ne poursuit pas les affaires de corruption devant les tribunaux.

Le Niger a ratifié plusieurs instruments juridiques internationaux visant à lutter contre la criminalité organisée, notamment ceux liés à la corruption, au trafic de drogue, au commerce des armes et à la protection des espèces menacées. Le pays compte beaucoup sur l'assistance internationale pour renforcer ses capacités à lutter contre la criminalité organisée, plusieurs pays fournissant une assistance en matière de sécurité, des formations et des troupes sur le terrain. Le Niger a intégré de nombreuses normes internationales contre la criminalité organisée dans sa législation nationale grâce à la coopération internationale. Toutefois, la capacité de mise en œuvre effective reste faible. En ce qui concerne la corruption, bien que la Constitution contienne certaines dispositions, le cadre anti-corruption du Niger est inadéquat et sous-développé.

## JUSTICE PÉNALE ET SÉCURITÉ

Le système judiciaire du Niger se caractérise par un certain niveau d'indépendance, comme le prévoit la Constitution. Cependant, des inquiétudes persistent quant à l'ingérence de l'exécutif, et la corruption reste un problème important au sein du système judiciaire. Des facteurs tels que les bas salaires, une formation inadéquate et des ressources limitées contribuent à la prévalence de la corruption. Souvent, le système judiciaire ne parvient pas à tenir les politiciens de haut rang pénalement responsables, ce qui entraîne un manque de confiance de la part du public. Le népotisme est également très répandu aux niveaux inférieurs du système judiciaire, ce qui conduit à l'inefficacité et à une charge de travail écrasante. En outre, les arrestations arbitraires et les détentions préventives prolongées sont monnaie courante au Niger. Dans certaines régions, l'état d'urgence a été déclaré, accordant aux militaires le pouvoir de procéder à des arrestations massives et de détenir des personnes soupçonnées d'avoir des liens avec des organisations terroristes.

Les structures des forces de l'ordre au Niger continuent d'être confrontées à la corruption, bien qu'elles soient perçues comme un moyen de dissuasion puissant pour de nombreux types de crimes. Bien que les forces de police jouissent de l'un des plus hauts niveaux de confiance du public en Afrique, les forces de sécurité acceptent fréquemment des pots-de-vin de la part de contrebandiers interceptés pour les laisser poursuivre leur route, ou de la part de contrebandiers cherchant à être libérés de prison.

Le Niger est également confronté à d'importantes difficultés pour maintenir son intégrité territoriale, en raison de l'étendue et de la porosité de ses frontières terrestres. En outre, des groupes extrémistes violents étrangers continuent de représenter une menace en s'infiltrant au Niger et en prenant directement pour cible les militaires. La déstabilisation du nord du Tchad et de ses zones frontalières avec le Niger et la Libye a encore davantage aggravé la situation sécuritaire. Le retour des groupes rebelles et mercenaires de Libye suite au cessez-le-feu libyen de 2020 a contribué à l'augmentation du banditisme et de l'insécurité. Au cours de l'année 2022, la situation sécuritaire a continué à se détériorer, en particulier dans les régions sud-ouest de Tillabéri et de Tahoua, frontalières avec le Mali et le Burkina Faso, ainsi que dans la région sud-est de Diffa, frontalière avec le Nigéria et le Tchad.

## ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

Les efforts de lutte contre le blanchiment d'argent au Niger se concentrent principalement sur la lutte contre le financement du terrorisme. Cependant, l'infrastructure de surveillance financière reste faible et inefficace. L'économie informelle représente une part importante de l'activité économique du pays, ce qui se traduit par un faible niveau d'inclusion financière formelle, qui entrave l'efficacité

des mesures de lutte contre le blanchiment d'argent. En conséquence, le Niger est considéré comme un pays à risque moyen à élevé pour la criminalité financière. La prévalence des transactions en espèces dans le secteur informel et l'utilisation répandue de services informels de transfert de fonds compliquent encore plus les efforts de lutte contre le blanchiment d'argent. Les organismes chargés de l'application de la loi au Niger n'ont connu qu'un succès limité dans la poursuite des affaires de blanchiment d'argent, principalement en raison de la difficulté à détecter les transactions suspectes effectuées en espèces.

Le Niger est confronté à des défis importants dans son environnement réglementaire économique. La présence de groupes extrémistes violents, d'organisations criminelles et de groupes rebelles a nui à l'attrait du pays pour les entreprises. Les ressortissants et les entreprises étrangers ont été pris pour cible, ce qui a entraîné une baisse des investissements étrangers, en particulier de la part de grands investisseurs tels que la Chine et l'Europe. En outre, des facteurs tels que l'insécurité alimentaire, l'industrialisation limitée, la forte croissance démographique, la faiblesse du secteur de l'éducation et le manque d'opportunités d'emploi au-delà de l'agriculture de subsistance et de l'élevage font du Niger un pays économiquement pauvre. Le gouvernement dépend fortement des ressources fournies par les donateurs étrangers pour financer une part importante de son budget fiscal. Les politiques d'imposition du secteur minier restent insuffisantes pour mobiliser et gérer les ressources nationales en vue de la reprise économique. Bien que la pandémie de COVID-19 ait initialement exacerbé ces défis économiques, l'économie du Niger s'est redressée en 2022, après deux années de faible croissance.

## SOCIÉTÉ CIVILE ET PROTECTION SOCIALE

Au Niger, les organisations internationales apportent un soutien important aux victimes et aux témoins de la traite des personnes. Le pays a récemment mis en place un mécanisme national d'orientation et créé un centre d'accueil géré par le gouvernement pour prendre en charge les victimes identifiées de la traite. Le nombre de victimes identifiées a toutefois diminué par rapport à la période précédente. Si les autorités ont augmenté le nombre d'enquêtes, de poursuites et de condamnations relatives à la traite des personnes, elles n'ont pas pris de mesures pour répondre à la demande de services sexuels tarifés. Une formation aux mesures de lutte contre la traite est dispensée au personnel des forces armées déployé dans le cadre de missions internationales de maintien de la paix, mais des cas d'exploitation sexuelle impliquant des soldats du maintien de la paix nigériens ont été signalés sans qu'aucune enquête adéquate n'ait été menée ou que des mesures disciplinaires n'aient été prises. Le Niger a mis en œuvre diverses mesures de prévention avec le soutien de la communauté internationale pour lutter contre la traite des personnes et la radicalisation. Il participe également à

des initiatives régionales visant à renforcer la sécurité aux frontières, bien que ces efforts n'aient pas encore donné de résultats significatifs.

Le rôle de la société civile dans la lutte contre la criminalité organisée au Niger est limité, seules quelques initiatives sponsorisées par les Nations Unies étant en place. Les membres de la société civile ont exprimé leur inquiétude quant à la répression, alléguant que le gouvernement a exploité la pandémie de COVID-19 pour les arrêter ou les réduire au silence. La législation du pays en matière de cybercriminalité a également fait l'objet de critiques, des personnes ayant été emprisonnées pour avoir exprimé leurs opinions sur les réseaux sociaux. Bien qu'il y ait eu quelques développements positifs, tels qu'un projet de loi supprimant la peine d'emprisonnement pour les journalistes accusés de diffamation et d'insulte par le biais de communications électroniques, des problèmes persistent. Les médias publics et privés ne diffusent que peu d'informations indépendantes. Le journalisme d'investigation est découragé et les journalistes peuvent être poursuivis pour diffamation ou diffusion d'informations susceptibles de troubler l'ordre public.

---

*Ce résumé a été financé en partie par une subvention du Département d'État des États-Unis. Les opinions, constatations et conclusions énoncées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du Département d'État des États-Unis.*